



Laboratoire Africain de
Recherches en Cyberstratégie

Manifeste pour une crypto-devises panafricaine

The first Pan-
African currency
ever

Par DJIMGOU NGAMENI

21/09/2021

Extrait du livre à paraître «
Cyberstratégie Africaine, Tome 2
», du même auteur.

Résumé :

Conscient de la longue tradition de lutte pour la souveraineté économique et monétaire de l'Afrique menée par plusieurs générations de panafricains, ainsi que de la volonté affirmée par la jeunesse africaine qui souhaite se débarrasser de la monnaie coloniale au profit d'une monnaie continentale ...**Nous suggérons la création d'une monnaie numérique panafricaine**. Plus proche des citoyens [dans une société de l'information] et plus rapide à mettre en œuvre (car moins astreint aux déshydratés géopolitiques), il s'agira d'une devise cryptée et souveraine, émise, gérée et soutenue par les africains sur une plateforme de chaîne de blocs (blockchain) propriétaire. Son lancement sera le fer de lance de la promotion d'une nouvelle économie indépendante, transparente et ouverte à la participation directe des citoyens des pays africains, et qui servira d'orchestrateur pour l'émergence progressive d'autres actifs numériques et services décentralisés sur le continent.

Introduction

La technologie Blockchain dispose d'un large éventail de domaines d'application dans le monde, parmi lesquels nous avons évoqué quelques-unes dans [la première partie de cet article](#). À cette liste non exhaustive de solutions permises par cette innovation en Afrique, on peut d'ailleurs ajouter des solutions de lutte contre les faux médicaments qui déciment nos populations les plus pauvres, des solutions d'attribution et de suivi des marchés publics, et même des solutions de gestion des droits d'auteurs et de la propriété intellectuelle, qui reste des problèmes concrets et épineux dans nos sociétés. Dans ce contexte, nous pouvons saluer ici l'émergence progressive de la [SIP platform](#)¹, initiative portée par des jeunes camerounais qui ont l'ambition de s'appuyer sur la Blockchain pour protéger les inventions et le patrimoine immatériel des africains dans un monde de plus en plus digitalisé et concurrentiel, régi par l'économie de la connaissance. Car depuis toujours la propriété intellectuelle (et industriel) est au cœur de la compétition économique mondiale.

Cependant, du fait de ses propriétés intrinsèques explorées ci-dessus (sûreté, inviolabilité, traçabilité, décentralisé, etc.), au regard de sa configuration et son usage initiale (bitcoin), ainsi que du contexte socio-politico-économique qui semble plutôt propice et mature sur le continent (selon plusieurs enquêtes, le Nigéria est classé troisième pays mondial ayant réalisé le plus gros volume d'échange en cryptomonnaies au cours de l'année 2020, après les USA et la Russie. De plus, une déclaration récente du parlement de la CEDEAO par la voix de son deuxième vice-président *Malam Chaibou Boucary* encourage l'usage de la cryptomonnaie dans cette zone communautaire². Relevons aussi des initiatives telles que l'identité numérique ou encore le marché numérique unique portées par l'Union Africaine), le projet qu'il nous semble le plus ambitieux et le plus audacieux à mener via la technologie Blockchain pour l'Afrique est la création d'une crypto-devise, [une monnaie numérique à vocation panafricaine](#) ! D'autant plus que, comme déjà évoqué dans la première partie, l'un des principaux atouts de la Blockchain est que *c'est l'une des rares (voir la seule) technologie dont l'Afrique peut faire un usage qui échappe au contrôle des grandes puissances*. Ce qui en fait une opportunité pour réaliser un projet aussi sensible qu'une devise numérisée. A quoi ressemblerait-elle ? Quel serait son bienfondé et ses objectifs ? Comme base de réflexion pour tenter de répondre à cette série de questions, nous vous proposons le manifeste ci-dessous.

¹ [Plateforme de gestion de la propriété intellectuelle et du patrimoine immatériel](#).

² [La CEDEAO encourage l'usage de la cryptomonnaie au Burkina Faso](#), Burkina24, Août 2021

Le Manifeste

Prenant acte de la marginalisation effective de l'Afrique et des africains dans les accords de Bretton Woods signés en 1944 et qui régissent encore le fonctionnement du système financier et de l'ordre monétaire dans le monde aujourd'hui ; faisant le constat que ce système avantage largement les pays occidentaux au détriment des pays dit du sud ;

Prenant acte de l'émergence rapide d'un écosystème numérique de paiement en Afrique, ainsi que de la montée en puissance du phénomène de finance décentralisée (dit [DeFi](#)) rendu possible par les innovations technologiques et qui remet fondamentalement en question cet ordre financier et monétaire traditionnel ;

Conscient de la longue tradition de lutte pour la souveraineté économique et monétaire de l'Afrique menée par plusieurs générations de panafricains ; De la volonté affirmée par les dirigeants de certains pays africains et surtout de la jeunesse sur l'ensemble du continent qui souhaitent se débarrasser de la monnaie coloniale au profit d'une monnaie continentale ;

S'inscrivant dans la vision 2063 de l'Union Afrique pour « une société et une économie numériques intégrées et inclusives en Afrique qui améliorent la qualité de vie des citoyens africains » et attentif à la volonté que manifeste cette organisation pour réaliser son projet de monnaie unique (notamment à travers la relance des projets de mise en place de ses [institutions financières](#) telles que le Fond Monétaire Africain, la Banque Centrale Africaine ou encore la Banque Africain d'investissement) ;

Prenant acte que les nouvelles technologies continuent de jouer un rôle fondamental dans le développement socioéconomique du monde, et conscient de l'impact du numérique dans les transformations en cours aujourd'hui sur le continent africain ; constatant aussi la prédisposition des africains à adopter rapidement les solutions technologiques qui répondent concrètement à leur besoin quotidien, comme le démontre leur engouement et leur appétence pour des initiatives similaires (crypto actifs, argent mobile, etc.) arrivées sur le continent ces dernières années ;

Tenant compte de la prise de conscience généralisé des dirigeants africains décidés à utiliser la technologie pour réduire la pauvreté, améliorer la prestation des services aux citoyens et créer de la prospérité pour leur population tel que défini dans le « [Smart Africa Manifesto](#) » ;

Conscient de la nécessité d'avoir une politique monétaire souveraine, mais aussi des multiples contraintes (politique, économique, diplomatique, géopolitiques, etc.) qui peuvent expliquer les difficultés observées pour implémenter les projets existants ;

Nous suggérons la création d'une monnaie numérique panafricaine. Plus proche des citoyens [dans une société de l'information] et plus rapide à mettre en œuvre (car moins astreint aux déshydratas géopolitiques), il s'agira d'une devise cryptée et souveraine, émise, gérée et soutenue par les africains sur une plateforme de chaîne de blocs

(blockchain) propriétaire. Son lancement sera le fer de lance de la promotion d'une nouvelle économie indépendante, transparente et ouverte à la participation directe des citoyens des pays africains, et qui servira d'orchestrateur pour l'émergence progressive d'autres actifs numériques et services décentralisés sur le continent.

Conçu comme un outil stratégique majeur au service de la renaissance africaine, l'ambition de cette monnaie numérique panafricaine est de s'appuyer sur les leviers technologiques pour sortir de la « servitude monétaire » tant décriée, afin de devenir définitivement maître et souverain de notre avenir socio-économique. Sa création va stimuler - par de l'innovation - la naissance d'un écosystème financier africain plus juste, plus collaboratif, autonome et favorable à la croissance et à l'échange des biens et services entre africains, mais aussi entre les économies en développement.

Objectifs :

- *Développer la première blockchain panafricaine totalement propriétaire, c'est-à-dire avec notre propre protocole et une complète maîtrise du réseau, capable d'émettre une crypto-devise et dans laquelle toutes les institutions financières et les pays du continent seront à terme partie prenante. Elle doit dans le même temps permettre d'adosser toute application décentralisée à usage et utilité panafricaine nécessitant l'utilisation de jeton numérique ou de contrat intelligent (cas par exemple du projet sensible d'identité africaine unique lancé par l'UA).*
- *Émettre sur cette blockchain une devise numérique cryptée à vocation panafricaine et respectant tous les critères techniques d'une monnaie institutionnelle (unité de compte, réserve de valeur, moyen d'échange, interopérabilité, stabilité, etc.), en remplacement de toute autre monnaie existante sur le continent. Elle devra être capable de contenir la forte inflation de certaines monnaies nationales, de favoriser l'inclusion financière et l'accès aux microcrédits dans le secteur informel africain, réduire le coût des transactions financières et des transferts d'argent entre africain dans le monde, etc.*
- *Par une adoption massive des citoyens africains, embarquer les institutions africaines et les partenaires commerciaux afin de très vite devenir la monnaie de référence pour l'échange des biens et services à travers tout le continent, ainsi que de booster la Zone de Libre-échanges Continentale (ZLEC) récemment lancée et le Marché Numérique Unique en cours de création en Afrique.*
- *Afin d'en assurer la stabilité et la confiance auprès des partenaires commerciaux du continent, sa mise en œuvre et sa gouvernance doivent idéalement être pilotées par la BCA (Banque Centrale Africaine), mais avec une étroite collaboration de tous les pays du continent et une participation citoyenne, dans le respect des conditions susmentionnées (création d'une blockchain propriétaire) et des critères de la finance décentralisée. Il s'agira donc d'une Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC) à l'africaine.*

Mise en œuvre du manifeste

Ainsi posés, les jalons de cette monnaie souhaitée peuvent bien évidemment être enrichis au fur et à mesure de l'évolution des débats sur la question. Pour sa mise en œuvre, on peut imaginer une équipe pluridisciplinaire d'experts africains. Elle pourra être composée [entre autres] d'**économistes** (pour définir la politique monétaire, les paramètres techniques de cette monnaie, les conditions de son émission et de sa régulation, etc.), d'**experts en finance** (pour définir les conditions techniques d'intégration de cette monnaie dans le système financier africain et mondial, et concevoir avec l'économiste les mécanismes de son insertion et sa valeur ajoutée dans l'économie africaine, etc.), des **Mathématiciens** (qui, sur la base de sa structure économique et financière préalablement établie, devront concevoir et proposer le meilleur protocole possible pour cette nouvelle blockchain), des **juristes** (spécialistes des questions économiques et du numérique, qui vont s'assurer de la conformité normative, juridique et réglementaire de l'ensemble du processus et de la monnaie ainsi générée par cette blockchain), des **développeurs**, avec pour rôle de concevoir l'architecture de la blockchain, en s'appuyant sur des solutions techniques et technologiques de développement conformément à toutes les préconisations / recommandations faite en matière de protocole, de structure technique (au sens monétaire), et de conditions de fonctionnement (au sens économique et financier). Et bien d'autres profils encore.

Exemples de projets de devises numériques dans le monde

Au moment où j'écris ces lignes, on dénombre plus de 7000 cryptomonnaies à l'échelle mondiale, portées aussi bien par les organisations privées que publiques. C'est pour s'inscrire dans cette dynamique que plusieurs pays dans le monde ont pris l'initiative de créer leur propre monnaie numérique. Parmi les plus emblématiques, on peut citer le cas chinois dont la banque centrale (*People's Bank of China, PBOC*) a finalement annoncé en Avril 2021 la mise en circulation effective de leur monnaie numérique nationale (*crypto-yuan* ou *e-yuan*) dans sa phase pilote, et le cas américain dont la réserve fédérale (FED) annonce aussi le développement en cours du *crypto dollar*. Beaucoup d'autres pays dans le monde sont également engagés sur cette voie, comme l'illustre [cette cartographie](#)³ retraçant les niveaux d'évolution des différents projets.

Dans un rapport⁴ rendu public en Janvier 2021 à l'issue d'un sondage, la Banque des Règlements Internationaux (BRI) confirme cette tendance. D'après la BRI qui a interrogé 65 banques centrales dans le monde, la majorité d'entre elles (86%) confirment travailler actuellement sur des projets de monnaies numériques nationales ou régionales, désormais connues sous l'appellation [presque consacrée] de *Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC)*.

Malgré leur faible représentation dans le sondage suscité, l'Afrique n'est pas complètement en reste dans cette démarche. En effet, lors d'une conférence de presse tenue le 1^{er} Juin 2021, le gouverneur de la banque centrale du Ghana a confirmé la sortie imminente du *e-Cedi*, la monnaie numérique nationale en cours de création. Dans la même mouvance, nous avons assisté aux annonces des banques centrales de d'autres pays tels que le Nigéria (la phase pilote du *e-*

³ [Cartographie des projets de MNBC dans le monde](#), Atlantic Council, Avril 2021

⁴ Codruta Boar and Andreas Wehrli, "[Ready, steady, go? – Results of the third BIS survey on central bank digital currency](#)", BIS Papers No 114, Janvier 2021.

[Naira](#) tant annoncé est enfin lancée !), la Tanzanie, ou encore l’Afrique du Sud, qui tenaient eux aussi à confirmer l’existence d’un projet MNBC en cours dans leur pays. Reste à espérer que nous sommes loin d’un effet de mode, mais bien dans une tendance lourde et une démarche sérieuse de la part de ces Etats.

A ce propos, le cas du Sénégal nous parle. En effet, en 2017, la Banque Régionale des Marchés (BRM) avait annoncé le lancement du *eCFA*, dont le plan prévoyait le déploiement de sa phase pilote au Sénégal avant de s’étendre à tous les pays de la sous-région utilisant la monnaie fiat CFA. Ce projet semble malheureusement avoir été annulé, même si nous ne disposons pas de suffisamment d’informations pour le confirmer. Toutefois, nous pouvons nous appuyer sur le faux départ constaté du projet sénégalais pour questionner la pertinence de cette volonté de digitalisation d’une monnaie coloniale, avec le risque de transposer « en ligne » les mêmes problématiques déjà décriées « hors ligne » et dont les africains souhaitent se débarrasser.

Comme beaucoup d’africains le savent désormais, toute transaction entre l’un des quatorze pays de la zone FCFA et l’étranger transite nécessairement par le compte d’opérations (compte de devises) domicilié au trésor français. Ce qui, en plus de la lenteur dans les délais de paiement des partenaires et fournisseurs étrangers (de plusieurs jours à plusieurs semaines parfois), à de nombreuses autres conséquences : Soulignons premièrement l’épuisement rapide des réserves en devise des pays de cette zone, dû au déséquilibre structurel de leur balance commerciale. En effet, les pays de cette zone ayant des économies non industrialisées et essentiellement extraverties basées sur la vente des ressources naturelles, les dépenses en devise sont constamment supérieures aux recettes (car on importe plus qu’on exporte).

Une autre grave conséquence est le manque de discrétion et d’autonomie dans les choix de dépenses de ces pays. En effet, puisque toutes les transactions en devise doivent transiter par le trésor français, la France est systématiquement au courant de l’ensemble des échanges commerciaux entre les pays de la zone FCFA et leurs partenaires dans le reste du monde. Ce qui empêche ces pays de passer des accords commerciaux complètement souverains et dans le plus grand secret comme cela peut souvent s’avérer nécessaire pour un Etat. Par contre, la configuration actuelle permet à la France d’anticiper les plans de développement des pays de son pré-carré, voire de les saboter si cela allait à l’encontre de ses intérêts. Si on ajoute à tout ce qui précède le coût facturé par l’Etat français pour fabrication des pièces de monnaie et billets de banque (estimé à 45 millions d’euros par ans), ainsi que la réserve d’or retenue pour garantir cette monnaie (estimée à 36,5 tonnes), force est de constater à quel point le FCFA confère à cette ancienne métropole un puissant levier d’influence sur les pays de la zone.

Géostratégie des cryptomonnaies, et conséquences pour l’Afrique

D’ailleurs en plus de la France, il est désormais établi que tous les échanges bancaires transitant par le [système SWIFT](#) sont systématiquement sous surveillance américaine, qui n’hésite pas à utiliser les informations ainsi recueillies comme un *outil de puissance* (cela se traduit en Afrique par le fait que le FMI et la Banque mondiale soient toujours bien informés de la situation financière de nos pays, des flux financiers de nos dirigeants et autres acteurs stratégiques, etc. ce qui leur permet de conditionner les aides, de formuler des sanctions financières ou encore d’influencer les choix de gouvernance aux profits des intérêts occidentaux).

Au demeurant, le système SWIFT concerne encore la plupart des pays dans le monde aujourd'hui, et constitue avec le dollar américain comme monnaie de référence des échanges sur le marché mondial, le fondement même de position dominante des Etats-Unis comme première puissance du monde. Cet état de fait alimente une contestation de plus en plus structurée des pays comme la Chine, l'Iran, le Venezuela ou encore la Russie, qui considèrent clairement le système SWIFT associé au dollar comme une arme de guerre économique à combattre. D'après plusieurs experts, la création du *e-yuan* chinois, du *e-rouble* russe ou du *petro* vénézuélien, participerait de cette démarche. Les pays sus mentionnés ont d'ailleurs publiquement annoncé leur intention de désormais utiliser ces *moyens de paiement hors système* pour commercer directement entre eux en évitant le contrôle et les sanctions américaines, inscrivant de fait les cryptomonnaies comme instrument géostratégique⁵ dans les rapports de forces entre puissances au XXIème siècle.

Ainsi, en introduisant la notion de pair à pair qui permet de se passer des tiers de confiance (comme le trésor français dans le cas du FCFA), l'usage d'une crypto-deviser dans le cadre de l'Afrique peut permettre de s'affranchir de toutes ces lourdes contraintes qui pèsent sur l'industrialisation de nos économies. En effet, avec une monnaie numérique continentale correctement pensée, conçue et structurée, les acteurs économiques et les dirigeants africains pourront réaliser des transactions commerciales à moindre coût directement avec leurs partenaires stratégiques, qui pour la plupart acceptent déjà ce type de paiement (ou sont en voie de le faire), et nous devance d'ailleurs dans cette logique de contestation de l'hégémonie occidentale.

La création des *stablecoins* (monnaies numériques adossées aux monnaies nationales traditionnelles) tel que le crypto-yuan annoncé par la Chine vise aussi à remédier au problème de volatilité que peuvent connaître les cryptomonnaies sur les marchés. En ce sens, il s'agit d'une vraie aubaine pour l'Afrique dans la mesure où cela apportera une dose supplémentaire de stabilité et de confiance pour les échanges en cryptomonnaie entre Etats. Cerise sur le gâteau, la rapidité et la sécurité des transactions sur la blockchain permettent de gagner un temps considérable dans les échanges ! On passe pratiquement de plusieurs jours dans le système bancaire traditionnel à quelques minutes (parfois même quelques secondes) avec les monnaies digitales, tout en échappant au contrôle des puissances impérialistes ainsi qu'à la problématique de l'épuisement des réserves en devise.

Ainsi, un entrepreneur tchadien qui développe une solution innovante dans le secteur de la défense pourrait donc se tourner vers son fournisseur chinois ou brésilien pour acheter ses machines en payant celui-ci en quelques minutes directement par cryptomonnaie, ce en s'affranchissant du système financier actuel et à l'insu de tout autre acteur externe (tel que la France ou les Etats-Unis), qui [curieusement] ont souvent l'exclusivité de ce type de marché. Cette faculté à échapper à ce système bancaire sous surveillance peut donc conférer aux acteurs africains une certaine confidentialité des flux financiers, ainsi qu'une rapidité accrue dans les échanges, débouchant sur une plus grande liberté de choix des partenaires stratégiques et une augmentation du volume des échanges. Vu sous cet angle, *une devise numérique panafricaine peut s'inscrire comme un outil stratégique majeur au service du mouvement de libération économique et de souveraineté véritable du continent africain*. Car au-delà de sa perception première comme actif financier pour les africains qui s'y intéressent, *la cryptomonnaie revêt*

⁵ Je vous conseille vivement la vidéo youtube intitulée "[Cryptomonnaies : la Révolte mondiale contre l'Amérique](#)" du québécois Benjamin Tremblay, qui expose brillamment les enjeux géopolitiques autour de l'émergence des cryptomonnaies.

dorénavant un caractère hautement géostratégique que ces derniers gagneraient à intégrer dans leur grille de lecture sur cette question.

Toutes ces conséquences dramatiques ont largement été expliquées aux populations africaines au cours de ces dernières années par des acteurs fortement engagés qui ont fait de la lutte contre le FCFA la principale bataille dans le combat du siècle qu'est la fin du néocolonialisme en Afrique. C'est par exemple le cas de Kemi Seba, qui à travers ses actions de terrain a réussi à sortir ce débat des sphères élitistes pour le rendre populaire, en montrant au gens de toute classe sociale en quoi les conséquences évoquées supra affectent leur vie quotidienne. Comme autre exemple de choix nous pouvons citer Nathalie YAMB, qui a été surnommé "*la dame de Sotchi*" en référence à sa brillantissime intervention en marge du sommet Russie-Afrique⁶ qui a eu lieu dans la ville russe de Sotchi en 2019. C'est à cette occasion que beaucoup ont découvert sa poigne et sa détermination dans ce combat de libération de l'Afrique qu'elle continue depuis à travers une production régulière de vidéos de sensibilisation. Elle en a d'ailleurs récemment produit une très intéressante expliquant "[comment les cryptomonnaies nous permettent d'échapper au FCFA](#)", qui au regard du contenu s'inscrit clairement dans la thématique centrale de cet article.

Quelques initiatives africaines intéressantes à souligner

Avec l'engouement grandissant pour le bitcoin et les cryptomonnaies en général sur le continent africain au fil des années, beaucoup d'entrepreneurs africains ont pris sur eux de lancer leur propre projet de monnaie numérique. Si l'ambition peut varier d'un projet à l'autre, deux principaux objectifs se dégagent : concurrencer le bitcoin en Afrique, et rechercher une solution pour réduire les frais de transfert d'argent qui reste exorbitant auprès des acteurs dominants du marché (*Western Union, Moneygram, WorldRemit*). Malheureusement, dans un environnement très peu mature en matière de maîtrise technique de la technologie blockchain, la plupart de ces projets ont du mal à vraiment décoller (parfois faute au manqué d'expertise). Cependant certains sortent du lot. En plus de celles (*kobocoin, Safecoin, Mcoin, SureRemit*, etc.) listées dans [cet article](#) [dont je vous suggère vivement la lecture], explorons quelques autres qui se démarquent.

Pour commencer, nous pouvons relever le projet de cryptomonnaie dénommée **AFRO**, car c'est le seul qui semble s'inscrire le plus clairement dans la logique de ce manifeste. Inspiré de la création artistique proposée en 2001 par deux artistes (le Sénégalais *Mansour Ciss Kanakassy* et le canadien *Baruch Gottlieb*) qui imaginaient alors une monnaie panafricaine, ce projet a été lancé en 2017 par une fondation du même nom basée à Genève en suisse. Dès sa conception, l'AFRO se positionne comme la monnaie numérique de l'Afrique avec pour credo "*Pas d'État, pas de banques centrales ni commerciales, pas d'interférence*". Cependant, en plus d'être gérée hors du continent, elle aussi est basée sur un protocole de blockchain déjà existant (extension de la blockchain DASH). Ce qui, nous l'avons indiqué, ne garantit pas la souveraineté effective qu'on est en droit d'attendre pour une politique monétaire continentale.

En dehors de cet exemple, très peu sont les projets de la société civile qui dans la pratique se rapprochent de la vision définie dans le manifeste. On peut par exemple citer le projet **Fricacoin**, qui dans l'intention au lancement en 2017 était très ambitieux, mais dont l'exécution depuis cinq ans n'a pas encore totalement convaincu sa communauté. Le lancement plus récent de la plateforme *Koripay*⁷ (jeton numérique qui permet effectivement l'échange de biens et de

⁶ Premier sommet Russie-Afrique depuis la fin de l'Union soviétique, marquant le retour officiel de la Russie sur le continent. <https://summitafrica.ru/fr/>

⁷ Pour plus d'informations sur [Koripay](#)

services, en complément du *fricacoin* désormais considéré comme les actions dans le projet global) sur la blockchain *stellar* représente cependant une lueur d'espoir pour cette initiative que nous continuons à suivre de près.

Nous avons aussi le projet *SOMBE*. Née en 2018 de certains déçu du précédent, apparemment mieux exécuté et plus rigoureux techniquement, la philosophie de *SOMBE* telle que définie par ses promoteurs épouse à plusieurs égards celle de notre manifeste. En pratique, il s'agit d'une cryptomonnaie fonctionnelle, créée par duplication et appropriation d'une blockchain préexistante. Si ce n'est pas encore l'idéal souhaité, cette technique procure tout de même une certaine autonomie dans la maîtrise et la gestion du réseau ainsi créé, et de la cryptomonnaie qui en découle. En tant qu'initiative privée, l'une des limites est la faible adoption jusqu'à présent.

Une autre initiative, plus ambitieuse et avec plus de moyens que les deux précédentes, c'est le projet de lancement de la cryptomonnaie *Akoin*⁸. Initié par le célèbre artiste musicien sénégal-américain Akon avec le slogan "One Africa One Koin", le jeton *Akoin* sera lui aussi créé sur la blockchain *stellar* (même si le projet initialement communiqué par le musicien prévoyait entre autres la création de sa propre blockchain, comme nous le recommandons dans le manifeste). Selon son livre blanc, l'une des particularités de ce jeton utilitaire (utility token) est son positionnement central comme monnaie pour l'échange des biens et services au cœur d'un écosystème constitué d'applications décentralisées, de marché d'échange des cryptomonnaies, de service de promotion, et bien d'autres services encore. Le projet étant encore en cours de développement, et au regard de l'ambition affichée par son promoteur, on a bon espoir qu'il se rapprochera le plus de l'idéal visé.

Mais la démarche de l'entrepreneur sénégalais n'est pas la seule à porter une telle ambition pour l'Afrique ! En effet, il existe une initiative similaire à plusieurs égards et d'ailleurs bien avancée dans sa réalisation, car initiée à partir du Cameroun depuis 2018 déjà. Là aussi, il s'agit de bâtir un écosystème à la fois numérique et immobilier en s'appuyant sur le levier financier que peut aujourd'hui offrir le marché des cryptomonnaies. La vision du promoteur Emile Parfait SIMB, publiquement assumée, s'articule autour de deux principaux axes : le premier est sa folle ambition "d'éradiquer la pauvreté sur le continent africain en créant un million crypto-millionnaires" !

Pour y parvenir, il a mis en place un système de gestion de portefeuille d'investisseurs privés (dénommé *Liyepimal*⁹), qui lui permet de s'appuyer sur son expérience de trader des cryptomonnaies pour garantir un retour sur investissement « raisonnable » aux africains qui lui font confiance (ils sont aujourd'hui plusieurs milliers sur le continent et dans la diaspora). La plateforme *Liyepimal* à son lancement fonctionnait avec son propre actif numérique (le *Limo Dollar*), unité de valeur qui par ailleurs permettait d'échanger de biens et services entre les membres de la communauté dynamique qui s'est créée autour de cet écosystème (paiement des factures, sites de e-commerce, etc.). Désormais, avec sa version *Liyepimal 2.0* officiellement lancée en Décembre 2021, le *Limo Dollar* devient *Limocoin (LMC-SWAP)*, une cryptomonnaie à part entière créée sur les blockchains publiques (*Ethereum* et *Binance*) et disponible sur les échangeurs. Malheureusement, le système *Liyepimal* est la cible de nombreuses critiques par des observateurs qui bien souvent n'ont pas pris le temps de l'étudier en profondeur et de bien le comprendre (notamment en ce qui concerne d'intérêts).

⁸ Pour en savoir plus sur l'[Akoin](#)

⁹ Pour en savoir plus sur le système [Liyepimal](#)

Le second axe de la vision de Mr SIMB c'est la création du SIMBCOIN¹⁰, un jeton numérique créé [sur la blockchain Ethereum] pour financer son vaste projet immobilier dénommé *SimbCity*. Le but de ce projet est la construction des cités modernes dans plusieurs villes africaines (les chantiers sont en cours par exemple à Yaoundé, à Accra, etc.), dont la plus ambitieuse connue à date sera bâtie dans la ville de Kribi au Cameroun. Initialement lancé en vente privée, le **SIMBCOIN** était alors un *security token* qui faisait automatiquement de ses primo-détenteurs des actionnaires dans ce projet immobilier, avec une visibilité claire sur la rentabilité (c'est toujours le cas pour les investisseurs qui ont décidé de garder leurs jetons hors des marchés, c'est à dire de les *stacker*). Aujourd'hui on parle plutôt de SIMBCOIN-SWAP, une cryptomonnaie aux propriétés techniques lui permettant d'être listé sur de plus en plus de marchés d'échange des cryptomonnaies, preuve de la pertinence et de la solidité de ce projet. Akon city arrive bientôt, mais en attendant SimbCity se déploie tout doucement avec le support des africains qui font confiance en acquérant les SIMBCOIN-SWAP.

Liyepimal et *SimbCity* sont des initiatives portées par l'entreprise GIT (*Global Investment Trading*) afin de matérialiser la vision de son promoteur. Je rappelle que le cœur de métier de cette entreprise est le trading des cryptomonnaies (activité pour laquelle une licence vient de lui être délivrée au Ghana), ainsi que la formation des jeunes africains en la matière (à travers son centre de formation que la communauté appelle affectueusement l'*académie de la réussite forcée* !¹¹). Elle a d'ailleurs remporté le prix de la meilleure académie de trading en Afrique pour l'année 2019. Même si cette vision n'est pas forcément alignée avec l'idéal décrit dans notre manifeste, et malgré les controverses régulières dont cette initiative fait l'objet (notamment les mises en garde du public par la COSUMAF), l'ambition en cours de réalisation laisse tout de même entrevoir un impact significatif dans la vie des milliers d'africains grâce à la technologie Blockchain et son cas d'usage le plus emblématique : la cryptomonnaie.

Epilogue

Si on peut saluer l'intérêt que certains dirigeants africains portent à la technologie Blockchain à travers ces différentes initiatives annoncées de monnaies numériques nationales, notons pour le regretter que personne n'a parlé de le faire sur une blockchain propriétaire. A priori, tous ces projets semblent être conçus sur des réseaux et protocoles blockchains existants, et visent un rayonnement plutôt local en soutien à une monnaie fiat (Naira, Cedi, etc.). En ce sens, malgré cette volonté manifeste de digitalisation qui peut être considérée comme une avancée importante, aucun des projets que nous avons examinés ne correspond à l'idéal visé par notre manifeste.

Toutefois, quand on voit l'appropriation massive que les milieux de jeunes entrepreneurs africains en quête d'autonomie font de cette technologie, et surtout au regard des cas d'usage déjà développés et de toutes les possibilités qu'elle offre pour résoudre les problèmes concrets des populations, on est en droit de rester optimiste ! Je fais juste remarquer que l'arrêt des blockchains *Stellar* et *Ethereum*, ou tout simplement l'exclusion des entrepreneurs africains de ces réseaux, signifierait purement et simplement la mort de toutes ces initiatives que nous venons d'évoquer (puisque la majorité d'entre elles reposent techniquement sur ces deux plateformes).

¹⁰ Pour en savoir plus sur le [SIMBCOIN et le projet SimbCity](#)

¹¹ Pour en savoir plus sur l'[académie de trading](#)

Notons par exemple qu'il existe une fondation Ethereum en Suisse, laquelle est subordonnée au système politico-juridique de ce pays, qui peut donc contraindre, déstabiliser ou compromettre le fonctionnement de cette blockchain (pour des raisons politique, économique ou stratégique propre au pays hôte). Et c'est pareil pour toutes les autres blockchains que les africains exploitent pour créer leurs jetons numériques (*Stellar* par exemple). La seule blockchain presque impossible à contraindre (même par les grandes puissances), effectivement décentralisée et uniquement gouvernée par son réseau et les mathématiques demeure le Bitcoin.

C'est pourquoi nombre d'observateurs et de spécialistes considèrent déjà le bitcoin comme la devise par excellence de la liberté, de la décolonisation monétaire et du désenclavement financier, car accessible partout et par tous indépendamment de la couleur de peau, l'idéologie, la nationalité, le niveau de richesse ou même le passé colonial. Ce qui peut, entre autres, expliquer pourquoi un pays comme le Salvador a officiellement adopté cette cryptomonnaie originelle comme « *monnaie à cours légal, sans restriction avec pouvoir libérateur, illimité dans toute transaction* »¹². Si cet exemple est riche d'enseignement pour l'Afrique, la finalité diverge un peu de l'ambition de ce manifeste qui aspire à une blockchain qui nous soit propre.

D'ailleurs lorsque j'ai commencé à écrire la première version de ce texte en 2018, je concluais par la phrase suivante : « pour l'instant donc, contrairement à l'idée souvent véhiculée par certains promoteurs de crypto-actifs sur le continent, il n'existe pas encore de blockchain africaine avec un protocole nouveau et unique sur lequel les concepteurs africains ont la propriété, la maîtrise et le contrôle. Par conséquent, il n'existe pas non plus de cryptomonnaie africaine (au sens d'une devise). D'où l'intérêt de ce manifeste ». J'ai heureusement été démenti depuis, en tout cas au moins sur la première partie de cette assertion. En effet, des recherches récentes en vue d'une mise à jour de ce texte avant publication m'ont permis de constater que les choses avaient un peu évoluées.

Ainsi, c'est avec grand plaisir que j'ai découvert tout à fait par hasard l'existence du projet *Oduwa Blockchain Network*¹³. Inspiré de la tradition africaine multiséculaire, c'est une initiative qui est pourtant bien ancrée dans la modernité technologique. *Oduwa* est donc un réseau blockchain créé par un africain pour pallier aux manquements du système financier mondial dont l'Afrique est victime (faible taux de bancarisation ou d'accès aux crédits, frais trop élevés pour les transferts d'argent, difficulté de paiement en ligne, etc.). La devise numérique native est l'Oduwacoin (OWC) présentée dans son livre blanc comme « *la première cryptomonnaie autochtone viable et alternative au bitcoin, conçue pour responsabiliser les personnes d'origine africaine* », et son protocole de consensus est la preuve d'enjeux (*Proof of Stakes*).

A travers ses différentes applications (*Oduwapay*, *Oduwamarketplace*, *Oduwaskyblue*, etc.), cette blockchain compte offrir une panoplie de services de la finance décentralisée aux africains. Si le projet existe depuis 2017, c'est en 2021 qu'il s'est fait massivement connaître suite à son parrainage officiel par son excellence Dr Arikana Chihombori-Quao, ancienne ambassadrice de l'Union Africaine auprès des diasporas africaines, et aujourd'hui fondatrice de le l'ADDI (*African Diaspora Development Institute*). A l'occasion d'une visioconférence organisée pour l'occasion, cette femme d'influence a recommandé à toute la diaspora africaine d'adopter l'Oduwacoin comme monnaie numérique panafricaine.

¹² [Texte de loi du 09/06/2021](#) de l'assemblée nationale du Salvador, adoptant le bitcoin comme monnaie légale.

¹³ Pour en savoir plus sur [Oduwa Blockchain Network](#)

La seconde initiative que j'ai découverte plus récemment est la « *Bantu Blockchain Network* »¹⁴. Il s'agit d'un réseau blockchain créé par la BBF (*Bantu Blockchain Foundation*), une organisation à but non lucratif. Cette initiative a été officiellement lancée en 2020 à Lagos au Nigéria, par un groupe de jeunes africains du continent et de la diaspora. D'après la présentation faite par le porteur du projet au moment du lancement, l'objectif de la Bantu Blockchain est de « *devenir la plus grande infrastructure réseau distribué qui centralise et facilite l'émission, l'échange, l'acquisition et la conservation sécurisés des actifs numériques dans toutes leurs manifestations et ce en temps réel, libérant ainsi le capital piégé dans les secteurs informels de l'économie* ». C'est tout un programme ! Les principales cibles visées sont les pays du Sud et les marchés émergents dont l'économie est essentiellement informelle, faisant du continent africain une zone de déploiement par excellence.

En tant que réseau blockchain natif, la Bantu Blockchain Network émet son propre jeton dénommé **XBN**, qui est désormais disponible sur plusieurs plateformes d'échange des cryptomonnaies. D'après sa documentation, le XBN est plus conçu comme un jeton utilitaire et actif numérique servant à réaliser les transactions dans ce réseau, et non comme une cryptomonnaie (au sens d'une devise) comme nous l'entendons dans le manifeste.

Les projets Bantu et Oduwa constituent à ma connaissance aujourd'hui les seules initiatives africaines qui s'attaquent à la création d'un réseau blockchain à partir de zéro, leur permettant ainsi d'émettre nativement leur crypto-devise. Malgré cette avancée majeure, il convient de remarquer que ces derniers n'ont pas été conçus et structurés pour répondre à l'objectif final que nous visons dans ce texte (même si cela permet de répondre à beaucoup d'autres besoins subsidiaires de type accès à un système financier moderne, facilitation des échanges, etc.)

Toutefois, à défaut d'atteindre l'objectif visé par ce manifeste, l'ensemble des initiatives que nous venons d'évoquer donnent aux acteurs impliqués une expérience certaine sur laquelle les institutions africaines qui doivent piloter ce programme devraient s'appuyer. Qu'il s'agisse de Akon, d'Emile Parfait SIMB, d'Ernest Mbenkum, de Thameur Hémdane et tous les autres entrepreneurs africains ayant travaillé sur des initiatives similaires, l'expérience accumulée sur leur propre projet, ainsi que la volonté qu'ils ont d'innover et de changer l'Afrique est une mine d'or dont on ne saurait se passer dans cette démarche. De même, les capacités techniques dont vont bénéficier les banques centrales des pays africains les plus avancés dans la création de leur MNBC (Nigéria, Ghana, Afrique du Sud, etc.) seront certainement à capitaliser dans cet idéal continental.

Il n'est d'ailleurs pas absurde de penser que la richesse créée par les initiatives actuelles conduise progressivement ces acteurs privés et publics africains, pour plus de contrôle et de maîtrise d'un écosystème grandissant, à se constituer en consortium et à s'allier aux décideurs politiques afin de mieux réguler ce secteur d'activité pour le moins controversé sur le continent. Ce serait ainsi l'occasion pour les personnes autorisées (la Banque Centrale Africaine dans l'idéal, mais en attendant sa création effective toute autre organisation qui se sent capable peut tout à fait lancer l'initiative. Je pense par exemple ici à la Banque annoncée par l'organisation ADDI susmentionnée) de mettre tous ces acteurs autour de la table pour ***lancer une crypto-devise panafricaine de type monnaie numérique de banque centrale sur un réseau blockchain propriétaire***, afin que la très épineuse question monétaire trouve une solution innovante et durable pour le salut du continent africain.

¹⁴ Pour en savoir plus sur la [Bantu Blockchain Network](#)

A propos de l'Auteur :

DJIMGOU NAGMENI est Entrepreneur, Conférencier, Consultant international en cybersécurité / cyberdéfense, Enseignant à l'École Politique Africaine de Paris, Spécialiste de cyberstratégie et Fondateur du LARC. Il est également auteur du livre « [Souveraineté numérique et Cyberdéfense : un enjeu de taille pour l'Afrique](#) ».

A propos du LARC :

Le LARC (Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie) est un cadre de réflexion créé par votre serviteur et regroupant des chercheurs pluridisciplinaires, avec pour mission de décrypter, d'analyser et d'anticiper les enjeux de demain dans le cyberspace africain.

Pour soutenir les activités du LARC ou y contribuer par vos propres publications, visitez notre site web : <https://www.larc.africa>

Pour citer cet article :

DJIMGOU NGAMENI, « Manifeste pour une crypto-devise panafricaine », Note n°10 - LARC, Septembre 2021.

LARC

Le droit d'auteur sur cet article est dévolu à l'auteur et au LARC. L'article ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse et écrite de l'auteur et des éditeurs.

Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du LARC, de ses administrateurs, ou de ses donateurs. Chaque auteur contribue aux publications du LARC à titre personnel.